

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORTEVA AGRISCIENCES FRANCE SAS

BP 20
8 ROUTE DE HERRLISHEIM
67410 Drusenheim

Références : 0006700422/MM/AG
Code AIOT : 0006700422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement CORTEVA AGRISCIENCES FRANCE SAS, implanté 8 route de Herrlisheim B.P. 20 67410 Drusenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORTEVA AGRISCIENCES FRANCE SAS
- 8 route de Herrlisheim B.P. 20 67410 Drusenheim
- Code AIOT : 0006700422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Corteva Agrisciences, située à Drusenheim, est spécialisée dans la synthèse de matières actives pour produits phytopharmaceutiques, ainsi que la formulation et le conditionnement de produits phytopharmaceutiques.
Corteva Agrisciences est un site SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Shunt
- Explosifs
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3	Sans objet
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
4	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet
6	Incinérateur	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9	Sans objet
7	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 20/09/2019, article 15.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ne font pas état de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thèmes : Actions nationales 2024, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle a porté sur la gestion des installations en mode dégradé, avec nécessité de mettre hors service certaines mesures de maîtrise des risques (MMR) (shunts/by-pass). L'exploitant a présenté une procédure pour la gestion de ces situations, avec la mise en œuvre de moyens compensatoires éventuels. Cela concerne aussi bien les MMR que les barrières de sécurité. Les opérations de shunts/by-pass de ces équipements sont validés et formalisés en amont par la direction, puis la mise en œuvre est confiée aux personnels habilités. Ce type de fonctionnement est mis en œuvre dans le cadre d'opérations de maintenance, de travaux modificatifs ou de pannes. Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3 (SGS)
Thèmes : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : La gestion des shunts/by-pass est bien intégrée au SGS (Système de Gestion de la Sécurité). Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thèmes : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit, par ailleurs, les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, ainsi que des mesures de maîtrise des risques et, le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité et MMR, sont définies dans une procédure présentée à l'Inspection. Aussi, une fiche d'intervention est-elle complétée et affichée en salle de supervision, durant le temps de mise hors service de l'équipement concerné. L'inspection a consulté une fiche présente en salle de supervision pour une intervention en cours. Cette fiche contient, notamment, la raison et la durée de mise hors service, les éventuelles mesures compensatoires et les signatures autorisant l'intervention. La signalisation et l'étiquetage de l'équipement mis hors service ont été constatés sur le terrain. Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thèmes : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un (des) registre(s) spécifique(s). [...]
Constats : L'exploitant a présenté des consignes d'exploitation relatives à la mise en œuvre de shunts/by-pass. Et ce, concernant notamment la démarche à suivre en cas de défaillance d'un équipement de sécurité. Un registre comprenant les anciennes fiches d'interventions shunts/by-pass a été présenté à l'Inspection. Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
Thèmes : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : [...] -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris, le cas échéant, du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. [...]
Constats : Un programme de formation, intégrant la mise en œuvre de shunts/by-pass, a été présenté à l'Inspection. Deux personnels ont été interrogés. Ils ont affirmé avoir bien suivi cette formation et être habilités pour réaliser ce type d'opérations. Ils avaient connaissance de la démarche à suivre pour la mise en œuvre de shunts/by-pass. Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Incinérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9
Thèmes : Risques chroniques, Température de combustion
Prescription contrôlée : [...]'S'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimée en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1 100 °C, pendant au moins deux secondes. La température doit être mesurée en continu.[...]
Constats : Tous les 15 jours, l'exploitant réalise des mesures de chlore sur les déchets entrants, afin de vérifier que le seuil de 1 % ne soit pas dépassé. L'ensemble des mesures de 2024 ont été présentées à l'Inspection. Toutes les valeurs étaient inférieures à 0,1 % de chlore. Il y a donc pas de nécessité d'augmenter la température de combustion à 1 100°C. Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Mesure de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2019, article 15.7.2
Thèmes : Risques accidentels, Mise à la terre pour dépotage
Prescription contrôlée : [...]Les aires de dépotage sont conçues et équipées de manière à éviter le déplacement des citernes routières en cours de dépotage, et à interdire le transfert de produit en cas de non-mise en position correcte des systèmes de chargement et de non-mise à la terre. [...]
Constats : Le système de sécurité arrêtant le transfert de produit en cas de non-branchement de la prise de terre à été testé par l'Inspection, sur le poste de dépotage « baie 1 200 ». Le transfert de produit était en cours quand l'exploitant a procédé au débranchement de la prise de terre. Cela a eu pour effet immédiat de créer une alarme et de provoquer l'arrêt de la pompe. Ce point de contrôle ne fait pas état de non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suites